

Ensemble ou séparément : l'Argentine, le Brésil et l'ALENA

parité du real avec le dollar américain, le gouvernement brésilien a fait reculer le taux d'inflation, qui demeure néanmoins plus élevé qu'en Argentine par une marge importante. Par exemple, on a estimé que le taux d'inflation *mensuel* au Brésil était de 3,5 % en juillet 1995,¹⁵ comparativement à un taux *annuel* qui devrait osciller entre 3 et 3,5 % en Argentine, en 1995¹⁶.

En Argentine, où le taux de change est fixe, le peso vaut un dollar américain. Il n'existe pas de contrôle des devises. Tout en ayant permis de mater l'hyperinflation d'une manière transparente, ce système comporte certains inconvénients : il manque de souplesse, et il se prête difficilement aux ajustements destinés à combler les écarts accumulés entre les mouvements de prix extérieurs et intérieurs, écarts qui risquent d'avoir des répercussions négatives sur la balance des paiements. Il convient de signaler que la Banque centrale a résisté aux pressions en maintenant la parité entre le peso et le dollar pendant la « crise du peso » qui a éclaté au Mexique en décembre 1994.

Le Brésil vient lui aussi de rattacher sa monnaie, le real, au dollar, mais de façon beaucoup moins précise et avec une moins grande transparence. La Banque centrale achète et vend des dollars US à l'intérieur d'une marge de fluctuation rendue publique. De février à juillet 1995, cette marge de fluctuation a été abaissée à trois reprises, ce qui correspond dans les faits à une dévaluation du real. Le dernier rajustement de la marge de fluctuation du taux de change a été annoncé le 22 juin, soit le lendemain du jour où le président Cardoso avait déclaré que le Brésil ne modifierait pas son taux de change. Cette annonce a entraîné une dévaluation du real de 6 %¹⁷.

Le gouvernement Menem a aussi entrepris un programme de privatisation couronné de succès. Ce programme qui se poursuit toujours a eu pour effet de réduire sensiblement la participation du gouvernement argentin à l'économie nationale. En juin 1994, les privatisations avaient déjà rapporté plus de 9,7 milliards de dollars en espèces au gouvernement, et permis de retrancher 13,4 milliards de dollars de la dette publique¹⁸.

¹⁵ "Brazil Rates Seen Steady, Inflation a Concern", Reuter News Service, 12 juillet 1995.

¹⁶ "Argentina's Menem Declares War on Tax Evasion", Reuter News Service, 13 juillet 1995.

¹⁷ "Brazil Exchange Band Move a Devaluation - Analysts", Reuter News Service, 23 juin 1995. "Currency Devalued Again to Curb Deficit", Australian Financial Review, Reuter Business Briefing, 26 juin 1995.

¹⁸ Felipe A. M. De La Balza, *Remaking the Argentine Economy*, Council on Foreign Relations Press, New York, 1995, pp. 91, 96.